



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Dixième réunion du Comité
technique préparatoire
plénier

Addis-Abeba (Ethiopie)
27 mars- 3 avril 1989

Point 6 de l'ordre du jour provisoire



Distr.: GENERALE

E/ECA/CM.15/25
26 mars 1989

FRANCAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-quatrième session de
la Commission/quinzième réunion
de la Conférence des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie)
6-10 avril 1989

Point 6 de l'ordre du jour provisoire

**RAPPORT DE LA QUATRIEME REUNION DU
COMITE TECHNIQUE REGIONAL DU PADIS**

I. ORGANISATION ET PARTICIPATION

1. La quatrième réunion du Comité technique régional du Système panafricain de documentation et d'information (PADIS) s'est tenue au siège de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) à Addis-Abeba, du 23 au 25 mars 1989. La réunion a été ouverte par le Prof. Adebayo Adedeji, Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique.

2. Ont participé à la réunion les membres suivants du Comité technique: Algérie, Ethiopie, Niger, Zaïre et Zambie. Les organisations suivantes, membres du Comité technique, étaient représentées: Organisation de l'unité africaine (OUA), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

II. OUVERTURE

Ouverture de la réunion (point 1 de l'ordre du jour)

3. Dans son allocution d'ouverture, le Prof. Adedeji, qui assure la présidence du Comité, a remarqué que le PADIS était dans sa dixième année d'existence et que le moment était venu d'examiner les résultats obtenus par le projet et de formuler des recommandations en vue d'orienter ses activités futures. Il a constaté que le taux d'exécution du programme était élevé et que les activités réalisées depuis ces deux dernières années étaient d'une grande diversité: pour mesurer ces résultats, toutefois, il convenait d'évaluer dans quelle mesure les objectifs du projet avaient été atteints et d'examiner l'incidence des activités du projet sur la façon dont l'information était gérée et utilisée dans les Etats-membres. Il a exprimé son souci de consolider la situation financière du PADIS, pour ce qui était des ressources extra-budgétaires comme de celles du budget ordinaire de l'ONU. A cet égard, il a indiqué que le projet de budget-programme de la CEA pour l'exercice 1990-1991 comportait une demande de financement de certains postes d'administrateurs du PADIS sur le budget ordinaire; la contribution requise sur ce budget serait accrue dans le Plan à moyen terme pour 1992-1997. Afin d'obtenir une telle contribution, il était demandé aux Etats membres d'appuyer ces demandes tout au long du processus jusqu'à leur présentation à l'Assemblée générale.

Adoption de l'ordre du jour (point 2 de l'ordre du jour)

4. L'ordre du jour suivant a été adopté, conformément au document ECA/PADIS/RTC/IV/1/Rev.1:

1. Ouverture de la réunion
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Questions découlant des réunions précédentes de la CEA
4. Rapport sur l'exécution des activités du PADIS depuis la troisième réunion du Comité technique régional
5. Rapport d'une enquête sur les besoins des utilisateurs
6. Rapport de la deuxième réunion du Comité permanent sur l'harmonisation et la normalisation des systèmes de documentation et d'information dans les institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA
7. Programme de travail et budget du PADIS pour 1990-1991
8. Questions diverses
9. Adoption du rapport
10. Clôture de la réunion

III. DEBAT

Questions découlant des réunions précédentes de la CEA (point 3 de l'ordre du jour)

5. Le secrétariat a présenté les documents ECA/PADIS/RTC/IV/2 et ECA/PADIS/RTC/IV/2/Add.1 qui rendaient compte des réunions ayant eu une incidence sur le programme de travail du PADIS et qui s'étaient tenues depuis la troisième réunion du Comité technique régional du PADIS (Addis-Abeba, avril 1987). Il s'agissait notamment des huitième et neuvième réunions du Comité technique préparatoire plénier, des treizième et quatorzième réunions de la Conférence des ministres de la CEA, de la cinquième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains, de la huitième réunion des Chefs de secrétariat des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA, des réunions des organes délibérants des MULPOC de Gisenyi, Lusaka, Niamey, Tanger et Yaoundé ainsi que de la Réunion technique consultative des directeurs d'écoles de bibliothéconomie et de sciences de l'information en Afrique. Des éclaircissements ont été demandés sur le nombre de pays signataires du projet RAB/88/012 du Bureau régional pour les Etats

arabes et les programmes européens du PNUD : participation des pays de l'Afrique du Nord au PADIS. Il a été porté à la connaissance des membres du Comité qu'outre le Maroc et la Somalie, qui avaient déjà signé le document, trois autres pays étaient sur le point de le signer. Les participants ont pris note des rapports.

Rapport sur l'exécution des activités du PADIS depuis la troisième réunion du Comité technique régional du PADIS (point 4 de l'ordre du jour)

6. Le représentant du secrétariat a présenté le document ECA/PADIS/RTC/IV/3 sur l'exécution des activités du PADIS depuis la troisième réunion du Comité. Les informations contenues dans ce rapport portaient sur la situation des centres nationaux, sous-régionaux et institutionnels participants; les services aux utilisateurs; la formation; les services consultatifs et l'installation d'infrastructures au Bureau central de coordination du PADIS. Dans la discussion qui a suivi, des participants ont demandé les raisons pour lesquelles les programmes de formation et services consultatifs étaient axés sur un certain nombre de pays. Le représentant du secrétariat a répondu que les services consultatifs étaient fournis à la demande des Etats membres; la diversité des services rendus répondait à la diversité des besoins pour lesquels l'assistance du PADIS était requise. Les programmes de formation, par contre, avaient bénéficié à un nombre relativement plus important de pays; la préférence avait été donnée aux pays qui avaient désigné leur centre national participant. La portée des services consultatifs aussi bien que des programmes de formation était limitée par les ressources disponibles.

7. Des participants ont par ailleurs cherché à savoir pourquoi la participation des Etats membres était plus faible que prévue. Le représentant du secrétariat a exposé les mesures prises par le PADIS en vue d'encourager la participation des Etats membres. Grâce à ces efforts, le nombre de pays qui avaient désigné leur centre participant avait plus que doublé au cours de la période considérée, et le nombre total dépassait maintenant la moitié des pays de la région. A ce sujet, le Président¹ a suggéré au PADIS d'accroître ses efforts de marketing afin d'améliorer la participation des Etats membres.

8. Des participants ont observé que les ressources humaines dont disposait le PADIS étaient limitées eu égard à l'ampleur du mandat qui lui était confié vis-à-vis des Etats membres et à la nécessité

¹ En l'absence du Président de droit, le représentant de la Zambie a été désigné pour présider la réunion.

de coordonner ses activités avec celles d'autres programmes régionaux et internationaux en cours dans la région. Le représentant du secrétariat a présenté dans le détail les mesures prises en vue d'augmenter ses effectifs et a expliqué la nature des activités de coordination en cours. Le représentant de l'UNESCO a donné des précisions sur les actions de coopération récentes et en cours entre le PADIS et son Programme général d'information (PGI). Pour sa part, le représentant du secrétariat a exprimé sa satisfaction quant au niveau actuel de coopération entre les deux organisations et a informé les membres du Comité des activités communes qui étaient prévues.

Rapport d'une enquête sur les besoins des utilisateurs (point 5 de l'ordre du jour)

9. Le secrétariat a présenté le document ECA/PADIS/RTC/IV/4 qui rendait compte d'une étude réalisée par le PADIS en 1988 sur les besoins des utilisateurs d'information pour le développement dans les services gouvernementaux, les institutions de recherche et les centres d'information, enquête réalisée dans trois pays anglophones de la région. Cette étude avait pour objectif de déterminer le type d'information demandée par les utilisateurs, la forme sous laquelle elle devait être présentée et à quelles étapes du processus de développement elle était utilisée. Dans la discussion qui a suivi, il a été souligné que l'étude mettait l'accent sur la nécessité pour le PADIS d'adopter une stratégie efficace de marketing afin de faire mieux connaître ses produits et services dans la région. Le PADIS disposait d'une information dont le public-cible avait besoin, mais celui-ci ignorait souvent son existence ou ne savait comment y accéder. En outre, l'utilisation des voies officielles empêchait le PADIS d'atteindre le public visé; des efforts devaient être déployés afin de communiquer avec les utilisateurs par les voies les plus directes possibles.

10. Un participant a demandé si les conclusions de l'étude relative à la demande de documents intégraux et techniques auraient été différentes dans le cas où l'enquête aurait été effectuée dans d'autres pays de la région. Les résultats de l'étude montraient que le PADIS devait viser simultanément deux groupes-cibles au niveau national: à la fois les planificateurs du développement et les spécialistes de l'information. Le représentant du secrétariat a informé le Comité qu'à la suite de cette étude, le PADIS s'était donné pour tâche de mieux identifier les bénéficiaires de ses différents produits et services, et de rester en relation avec les personnes qui avaient participé à l'enquête. En réponse à l'une des demandes exprimées lors de cette enquête, le PADIS avait entrepris d'élaborer des bases de données contenant des textes intégraux.

Rapport de la deuxième réunion du Comité permanent sur l'harmonisation et la normalisation des systèmes d'information et de documentation dans les institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA (point 6 de l'ordre du jour)

11. Le représentant du secrétariat a présenté le document ECA/PADIS/RTC/IV/5 qui relatait les discussions qui s'étaient tenues et les recommandations qui avaient été adoptées lors de la première réunion du Comité permanent, notamment l'adoption de son mandat, la définition des modalités de participation au système et la décision d'élargir la participation au Comité permanent à toutes les institutions africaines intéressées par la question; lors de sa deuxième réunion, le Comité permanent avait examiné le travail accompli dans les domaines décrits plus haut et avait formulé des recommandations en vue de la poursuite de ces activités. Dans la discussion qui a suivi, des participants ont insisté sur la nécessité de permettre à toutes les institutions africaines de faire partie de ce Comité permanent afin d'éviter les doubles emplois dans ce domaine. Il était également souhaitable que les documents présentés au Comité permanent soient produits dans les trois langues de travail de la région: anglais, arabe et français. Le représentant du secrétariat a déclaré que le PADIS poursuivrait ses efforts en vue d'accroître le nombre de membres du Comité permanent. Des problèmes financiers avaient entravé la production de traductions, mais l'adoption du projet relatif à la participation des pays de l'Afrique du Nord au PADIS faciliterait la traduction en arabe des documents demandés.

Programme de travail et budget du PADIS pour 1990-1991 (point 7 de l'ordre du jour)

12. Le représentant du secrétariat a présenté le document ECA/PADIS/RTC/IV/6/Rev.1, qui décrivait dans le détail le programme de travail du PADIS dans le cadre du projet de budget-programme de l'Organisation des Nations Unies pour 1990-1991, ainsi que les activités qui seraient entreprises dans le cadre des projets extra-budgétaires. En réponse à une question relative au financement du Système de documentation et d'information pour l'Afrique de l'Ouest (WADIS), les participants ont été informés du fait que le matériel informatique avait été installé et qu'un documentaliste était en place pour faire fonctionner le système; le WADIS devait démarrer ses activités le 1er avril 1989. En application de la résolution 7 du Conseil des ministres du MULPOC de Niamey, un descriptif de projet était en cours d'élaboration en vue d'obtenir des fonds complémentaires pour financer le WADIS. Des questions ont été posées à propos du programme de bourses d'études du PADIS, activité qui était considérée comme trop coûteuse compte tenu de la rareté des ressources et eu égard aux bénéfices qui en résultaient. Le représentant du secrétariat a précisé que les bourses accordées par le PADIS étaient en nombre

limité; les rares fonds disponibles avaient servi à financer des stages de formation de courte durée, en cours d'emploi et dans le cadre de détachements, pour le personnel des centres nationaux et institutionnels participants.

13. En réponse à des questions relatives au voyage d'étude en Union soviétique, le représentant du secrétariat a indiqué aux membres du Comité que le PADIS fournirait un appui fonctionnel et administratif au projet, mais que tous les coûts seraient pris en charge par le gouvernement soviétique. Priorité serait donnée aux directeurs des centres nationaux participant au PADIS et aux membres du Comité technique régional pour participer à ce voyage d'étude. Dans le contexte du projet de l'Organisation du bassin de la Kagera (OBK), projet RAF/88/125, le représentant du PNUD a évoqué la possibilité pour le PADIS de tirer des revenus de certaines activités afin de financer ses activités futures lorsque les sources de financement extra-budgétaires seraient taries; il a proposé que le PADIS commercialise ses produits et services à un niveau lucratif. Le représentant du secrétariat a rappelé les efforts déployés en vue de produire des revenus, cependant, plusieurs membres du Comité ont souligné qu'il serait difficile à un système d'information fondé sur le principe du service public de devenir autonome, voire rentable. Des fonds extra-budgétaires seraient toujours nécessaires.

14. Les membres du Comité dans leur ensemble ont exprimé leur souci de renforcer les effectifs du PADIS, compte tenu de ce qu'ils considéraient comme un niveau élevé d'exécution du programme et de service aux pays africains depuis la création du Comité, afin d'assurer l'avenir du projet et de réduire sa dépendance à l'égard des fonds extra-budgétaires. A cet égard, des explications détaillées ont été demandées sur la nature et le niveau de financement requis sur le budget ordinaire de l'ONU pour 1990-1991, ainsi que sur la situation relative au financement par le PNUD des postes d'administrateurs du projet PADIS en 1991. Ces éclaircissements étaient demandés afin de permettre aux membres du Comité de chercher l'appui de leurs gouvernements respectifs. Cette question se rattachait par ailleurs à la nécessité pour le PADIS de consentir des efforts de marketing pour son propre compte. Le représentant du secrétariat a exposé dans le détail la situation relative au financement des postes par le PNUD jusqu'en 1990 ainsi qu'au financement demandé sur le budget ordinaire de l'ONU pour l'exercice biennal à venir. Les membres du Comité ont décidé de rédiger un projet de résolution à présenter à la Conférence des ministres: a) demandant l'appui des Etats membres à la demande du PADIS contenue dans le budget-programme pour 1990-1991; b) invitant les Etats membres à verser des contributions volontaires au PADIS; et c) invitant instamment les bailleurs de fonds à maintenir leur appui au projet.

Questions diverses (point 8 de l'ordre du jour)

15. Le représentant du Zaïre a annoncé aux participants que le gouvernement de son pays avait signé l'accord de siège relatif au Système de documentation et d'information pour l'Afrique du Centre (CADIS) qui devait être installé à Kinshasa. A cet égard, un expert du gouvernement se rendrait sous peu au siège de la CEA, afin de mettre au point les modalités de fonctionnement de ce centre. Des remerciements ont été adressés au Zaïre pour ces actions.

16. Le représentant de l'Algérie a annoncé que son gouvernement avait signé le projet RAB/88/012 soumis au Bureau régional pour les Etats arabes et les projets européens du Programme des Nations Unies pour le développement en vue du financement de la participation des pays de l'Afrique du Nord au PADIS. Les participants ont exprimé leurs remerciements aux quatre pays qui avaient signé le document, ce qui permettait au projet de démarrer ses activités: l'Algérie, Djibouti, le Maroc et la Somalie.

17. Le secrétariat a soumis à l'examen du Comité une proposition de modification de l'appellation du PADIS: au lieu de Système panafricain de documentation et d'information, le PADIS s'appellerait Système panafricain d'information pour le développement, afin de traduire plus fidèlement les activités qu'il mène, le sigle, PADIS, n'étant pas modifié. Le changement proposé exprimait mieux le mandat du PADIS, lequel portait sur toute la gamme de l'information pour le développement, quel que soit son type. Les participants ont approuvé cette proposition.

Adoption du rapport (point 9 de l'ordre du jour)

18. Le rapport de la réunion (ECA/PADIS/RTC/IV/7) a été adopté, tel qu'amendé par les participants. Une résolution intitulée "Renforcement des systèmes d'information pour le développement en Afrique", qui figure à la Section V du présent rapport, a également été adoptée pour être soumise à l'approbation du Comité technique préparatoire plénier.

IV. CLOTURE DE LA REUNION**Clôture de la réunion (point 10 de l'ordre du jour)**

19. Le Président a remercié tous les membres présents à la réunion pour leur participation; il a particulièrement apprécié la présence des représentants des Etats membres du Comité et a exprimé sa reconnaissance aux institutions membres pour les efforts qu'elles avaient déployés en vue d'assurer le succès de la réunion.

V. RESOLUTION

Renforcement des systèmes d'information pour le développement en Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 498 (XIX) du 26 mai 1984 relative au Système panafricain de documentation et d'information (PADIS);

Rappelant également sa résolution 600 (XXII) du 24 avril 1987 relative à la mise en place de systèmes d'information en Afrique;

Reconnaissant la nécessité d'améliorer la circulation, la fiabilité et la compatibilité des informations et données utilisées aux fins de planification du développement et de prise de décision dans les Etats membres de la Commission, afin de mettre en place et d'améliorer effectivement les compétences et moyens régionaux de gestion de l'information en tant que ressource au service du développement;

Consciente de la rapidité de l'évolution des techniques informatiques et de la lenteur avec laquelle elles sont introduites dans la région;

Consciente en outre de la nécessité d'évaluer périodiquement les activités du PADIS afin de s'assurer en permanence de leur adéquation aux besoins, de leur utilité et de leur retentissement;

Notant avec satisfaction le degré élevé d'exécution du programme du PADIS ainsi que la haute qualité des résultats obtenus pendant la période 1987-1989;

Reconnaissant la nécessité de donner au PADIS une solide assise financière et d'en garantir la durabilité;

Notant avec préoccupation certaines tentatives, au sein de la Cinquième Commission de l'Assemblée Générale, visant à réduire le champ d'action du PADIS, au risque de compromettre les efforts collectifs déployés par les pays africains en vue de promouvoir le rassemblement et la diffusion efficaces de l'information pour le développement; et considérant les conséquences négatives d'une telle mesure sur les activités coordonnées de collecte, d'analyse, de stockage et de diffusion de l'information pour le développement en Afrique;

Considérant avec satisfaction la position prise au sein de la même instance par des Etats membres du groupe africain, qui a permis de sauvegarder le programme du PADIS;

Prenant acte avec satisfaction des mesures prises actuellement par le Secrétaire exécutif en vue de financer une partie du programme du PADIS sur le budget ordinaire;

Notant avec satisfaction l'élargissement du champ des activités du PADIS dans le domaine de l'information au service du développement en Afrique;

1. Fait sien: i) le rapport de la quatrième réunion du Comité technique régional du PADIS avec ses recommandations; ii) le projet de programme de travail du PADIS pour la période 1990-1991; iii) le changement d'appellation du PADIS, de Système panafricain de documentation et d'information, à Système panafricain d'information pour le développement;

2. Félicite les gouvernements de la Zambie et du Zaïre de leur appui au PADIS, en particulier des efforts qu'ils déploient en vue de l'installation du Système de documentation et d'information pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (ESADIS) à Lusaka, et du Système de documentation et d'information pour l'Afrique du Centre (CADIS) à Kinshasa;

3. Félicite également les gouvernements de l'Algérie, de Djibouti, du Maroc et de la Somalie, d'avoir signé le projet RAB/88/012, qui permet aux pays de l'Afrique du Nord de participer au PADIS;

4. Invite les Etats-membres à renouveler leur appui au PADIS, notamment:

i) en intervenant, au sein de la Cinquième Commission de l'Assemblée Générale, en vue d'assurer au PADIS les ressources nécessaires sur le budget ordinaire de l'ONU pour la période 1990-1991; et

ii) par des contributions volontaires au PADIS;

5. Félicite les Etats membres qui ont déjà désigné leur centre national participant au réseau PADIS et les encourage à tirer le meilleur parti des produits et services fournis par le PADIS;

6. Invite les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait à désigner dans les meilleurs délais leur centre national participant;

7. Sait gré aux missions africaines auprès de l'ONU à New York de leur appui au PADIS et les invite à poursuivre leurs efforts dans les instances appropriées;

8. Remercie: i) le Programme des Nations Unies pour le développement pour l'aide supplémentaire apportée au PADIS en vue de permettre la participation des pays de l'Afrique du Nord au programme régional du PADIS, ainsi que pour son appui continu à la troisième phase du projet; ii) le Centre de recherche pour le développement international (Canada) pour le soutien constant qu'il apporte au PADIS;

9. Invite: i) le PNUD à continuer d'assurer, en 1991, le financement des salaires du personnel du projet PADIS-troisième phase à son niveau actuel; ii) le CRDI à poursuivre son soutien au PADIS par l'approbation de nouvelles subventions; et iii) les bailleurs de fonds qui ne l'ont pas encore fait à apporter une contribution au PADIS, au profit de l'information pour le développement de l'Afrique en général;

10. Engage le Secrétaire exécutif de la CEA à inscrire, dans le Plan à moyen terme pour 1992-1997, un sous-programme consacré aux activités de fond relatives aux systèmes d'information pour le développement en Afrique, comprenant notamment l'élaboration et la gestion de bases de données et l'exploitation d'un réseau d'information pour le développement, en vue de favoriser l'échange d'information entre les Etats membres au service du développement équilibré et auto-suffisant de l'Afrique;

11. Charge également le Secrétaire exécutif: i) de rechercher les voies et moyens d'accroître le niveau des ressources à allouer aux activités des systèmes d'information dans le cadre du prochain Plan à moyen terme de l'ONU pour la période 1992-1997; ii) de mettre tout en oeuvre pour diversifier les sources de financement extra-budgétaires du PADIS afin de développer l'assistance technique aux Etats membres dans ce domaine stratégique du développement; iii) d'inviter le PADIS à renforcer ses efforts de marketing en vue de promouvoir l'utilisation de ses services et produits; iv) d'entreprendre, en collaboration avec les Etats membres et les organismes donateurs, des évaluations périodiques de l'adéquation constante des activités du PADIS aux besoins des utilisateurs, de leur utilité et de leur retentissement; et v) de présenter à la vingt-quatrième session de la Commission un rapport sur l'application de la présente résolution.